

Oxygène #5

« Comment soutenir durablement l'engagement des citoyens ? »

Compte-rendu du temps d'échange en visioconférence avec les habitants et acteurs locaux de la politique de la ville de Bourgogne Franche-Comté et métropolitains – 17 Novembre 2020

Depuis le début du mois de novembre, le contexte sanitaire a obligé la France à mettre en place un second confinement et chacun aborde cette nouvelle phase avec un regard bien différent. Fort de l'expérience du printemps, certains ont eu l'occasion pendant l'été de s'outiller et de se former afin de réduire les difficultés techniques rencontrées auparavant. D'autres s'inquiètent pour l'avenir, commençant à pressentir un futur où la COVID-19 et les problématiques qu'elles nous imposent ne seront pas derrière nous, mais où ces contraintes et le fonctionnement qui en découlent feront partie du quotidien pour plusieurs mois si ce n'est plus.

Au vu de la nouvelle situation, Trajectoire Ressources a décidé de relancer le concept d'Oxygène, un temps d'échange en visioconférence pour permettre à tous de s'exprimer, d'échanger, et de nourrir une réflexion sur divers sujets liés aux quartiers prioritaire de la politique de la ville.

L'engagement est un enjeu transversal aux problématiques de notre société et la situation sanitaire actuelle à un impact fort sur le sujet. Cette question de l'implication citoyenne passe par la relation entre élus, professionnels et habitants. Entre contraintes et opportunités, nous avons décidé d'aborder la question de l'engagement des citoyens dans le contexte actuel à travers le récit de ces différents acteurs. Ce cinquième temps d'Oxygène fut l'occasion de s'inspirer des initiatives des uns et d'entendre la souffrance des autres.

La participation citoyenne dans les quartiers populaires depuis 40 ans

Jean-Luc Michaud, directeur de Trajectoire Ressources revient sur l'histoire de la politique de la ville et précise qu'on ne peut pas penser l'implication citoyenne sans mobiliser les différents acteurs des quartiers.

A la fin des années 70, les difficultés structurelles et les dysfonctionnements sociaux diagnostiqués dans les quartiers ont abouti à l'émergence de la politique de la ville. Dès cette période, les élus locaux prennent une place importante dans l'émergence de l'implication citoyenne dans les quartiers populaires. On peut noter quelques exemples comme les élus des collectivités (H. Dubedout/

Grenoble/« Ensemble refaire la ville ») ou encore les élus associatifs (mouvements d'éducation populaire).

Le rôle des habitants eux-mêmes est à prendre en compte (en politique de la ville mais pas seulement : loi du 27 février 2002 relative à la participation des habitants à la vie locale, création des conseils de quartier pour les communes de plus de 80 000 habitants, mais applicable à celles comprises entre 20 000 et 79 999 habitants, loi du 21 février 2014 qui pose la création dans les quartier politique de la ville des conseils citoyens).

On voit émerger du positionnement militant prit par certains habitants de nouvelles professionnalités : vers la fin des années 80 par exemple, des femmes des quartiers de Seine-Saint-Denis (93) mettent en place des missions de médiation sociale qui deviendront ensuite de véritables missions professionnelles avec des formations diplômantes (BEATEP médiation sociale) ... Le professionnel est donc à l'origine et avant tout un citoyen engagé.

Un contexte exigeant avec de nombreux freins

Le confinement pose de nombreuses difficultés concernant l'implication et l'engagement des citoyens : la distanciation physique, et l'impossibilité pour plusieurs structures d'ouvrir, empêchent les habitants de se réunir en présentiel, d'agir sur le terrain, et d'être acteurs de leur citoyenneté. Pour certains, la situation conduit même à un sentiment d'impuissance, voire d'isolement très difficile à gérer.

Renée Roth, habitante de Bavans (25), et membre active d'un collectif d'habitant témoigne : « *La Covid a tout arrêté. On a le sentiment que c'est chacun pour soi et ce, malgré un état d'esprit soudé au sein de notre collectif* ». Un constat paradoxal mais justifié par la situation et la difficulté d'allier l'envie de faire et la possibilité d'agir. Les habitants ne manquent pas de bonne volonté mais le contexte les empêche de s'investir. « *C'est encore plus vrai pour les personnes âgées* » nous précise Anna Meyroune, cheffe de projet cohésion social à Joigny (89). Habituellement, beaucoup de personnes âgées s'engagent, mais aujourd'hui, le risque sanitaire est trop grand pour envisager de les faire se rencontrer ou s'investir sur le terrain.

Bien que ce sentiment de solitude et d'impuissance était déjà existant lors du premier confinement, de nouvelles problématiques émergent cet automne. Les plus grosses difficultés soulevées par les participants sont d'une part l'incertitude sur l'avenir et la difficulté à se projeter, mais aussi un « Stop & Go » qui entraîne une fatigue chez les acteurs de terrains qui ont l'impression de faire et défaire sans cesse leurs actions.

Ce sentiment peut être justifié par deux éléments :

Premièrement, on peut noter un flou général entre ce qu'il est possible de faire ou non. Le premier confinement (printemps 2020) était très clair de par sa rigueur. Nous ne pouvions pas sortir, il fallait penser les choses à court terme et à distance. Au mois de novembre les conditions sont plus complexes, il est possible de sortir et de s'investir si une structure l'autorise, mais les structures elles-mêmes ne savent pas ce qu'elles peuvent faire. Nevin Aydin, directrice du centre social « Maison pour tous » à Bavans souligne les paradoxes de la situation : « *Nous sommes dans un contexte où les professionnels ne peuvent pas aller sur le terrain et on demande en parallèle à des bénévoles de s'investir car il y a un fort besoin* ». Jean-Luc Michaud rebondit : « *Beaucoup de professionnels se*

retrouvent sans consignes et désemparés. Certains animateurs, médiateurs, éducateurs ne savent pas toujours quelle marge de manœuvre ils ont. Ils ne savent pas quelle part de risque ils peuvent prendre ».

Deuxièmement, on remarque une forte incertitude quant à l'avenir. L'état d'esprit général des participants est bien différent en ce qui concerne ce second confinement. *« Au printemps, c'était quelque chose de nouveau et de soudain. Il fallait réagir plus que réfléchir et on savait que ce contexte dur ne pourrait être que temporaire. »*

Une situation aussi stricte a même conduit à une intensification de l'engagement et au développement de la solidarité. Gilbert Darroux, élu à la ville d'Autun (71) et anciennement chargé de la politique de la ville décrit des actions portées par le conseil citoyen très fortes pendant le premier confinement : *« Les habitants sont restés très actifs et mobilisés. Plus de 6 000 masques en tissu ont été réalisés par les habitants »*. Marie Claire Mainpin, présidente du conseil citoyen de Grand Charmont (25), ajoute qu'elle a eu l'occasion d'observer de nombreuses actions d'entraide pendant le premier confinement. Que ce soit entre voisins, par l'intervention d'association, ou des initiatives individuelles, l'expression de l'engagement citoyen a été très marquée pendant la première vague.

Cependant, on observe beaucoup moins ces initiatives cet automne. Le sentiment d'incertitude quant à l'avenir et la difficulté à savoir comment se mobiliser en sont une première cause. Pour Pascale Mangin, adjointe à la ville de Luxeuil-Les-Bains (70), la mobilisation lors du premier confinement peut s'expliquer par la nature des actions portées par les structures et les associations : *« Il y a une grande différence entre une posture où l'on pense que la situation sera ponctuelle et celle où l'on pense qu'il faudra vivre avec. De nombreuses associations étaient très actives mais pendant le premier confinement, on préparait l'après confinement »*.

Il faut bien sûr ajouter à ces éléments une fatigue générale. Les gens sont fragilisés par la situation, par le fait de retourner s'enfermer et d'avoir le sentiment que ça ne se termine pas. Être seul, ne pas pouvoir agir, pèse autant dans l'esprit des citoyens, que dans celui des professionnels. Nevin Aydin nous explique que de nombreux techniciens vont mal : *« ils n'arrivent pas à se projeter, ils n'ont pas signé pour ça. On sent la détresse sociale arriver »*.

En évoquant ces différents sentiments de détresse, les habitants, les techniciens et certains politiques font émerger un point de vigilance : la volonté de s'investir et d'agir n'a pas disparu, mais si chacun a le sentiment de ne pas pouvoir s'engager, cette volonté risque de se détériorer. Le confinement donne l'impression d'un arrêt dans le temps, dans les dynamiques et dans les initiatives. Ce sentiment a été renforcé par d'autres facteurs comme les élections municipales, qui parfois ont pu créer un vide sur des questions comme la gestion de la politique de la ville pendant le remaniement des élus. Ces sentiments d'arrêt et de vide peuvent conduire à un essoufflement de la participation citoyenne et à une disparition du collectif, impliquant de la désillusion dans l'esprit des habitants.

L'émergence de nouvelles possibilités

Malgré les doutes grandissants et les difficultés rencontrées pour favoriser la participation des citoyens aujourd'hui, le confinement est également l'occasion de voir émerger de nouvelles initiatives. Pour certains, le fait d'être contraint de stopper les dynamiques actuelles est l'occasion de poser sa réflexion et de questionner les manières de faire aujourd'hui. Oxygène est justement un exemple de ces nouvelles initiatives. L'émergence de temps de discussion impliquant les différents acteurs prouve la volonté de chacun de questionner le système actuel. *« Il serait temps de réinventer la politique de la ville pour impliquer plus concrètement les habitants »* souligne Nevin Aydin.

Plusieurs initiatives des citoyens sont nées, mais ce qui évolue de manière structurelle, c'est le lien entre habitants, techniciens et élus. Même si les habitants ont parfois le sentiment de ne pas être reconnus, les professionnels et les élus s'accordent pour dire que l'action des bénévoles est essentielle et inestimable. *« Le confinement a permis de révéler la présence des habitants du quartier qui sont considérés comme des partenaires à part entière. Les citoyens engagés ont un rôle de relais, de veille, et portent des actions concrètes. »*

Anna Meyroune explique que la ville de Joigny a pu faire office de relais entre les structures dans le besoin comme la Croix Rouge et les habitants de bonne volonté. Elle prend pour exemple la mobilisation du Fab Lab¹ pour la création de visières qui, en plus de faire preuve d'implication solidaire, a pu apporter une technicité sur la fabrication : *« Cela a permis de faire émerger des dispositifs structurés et inexistantes ».*

« Ne plus attendre que ça passe mais vivre avec »

Au vu des différents témoignages exprimés pendant cette séance Oxygène, il apparaît comme évident que bien que l'année 2020 soit une année singulière, les deux confinements que nous avons traversés ne sont pas inscrits dans le même contexte et les enjeux qui en découlent sont distincts. La question de la participation citoyenne pendant le premier confinement a prouvé la bonne volonté des habitants à s'impliquer. Cependant cet engagement n'est représentatif que d'une période très dure et ponctuelle. On peut donc penser que cette implication était motivée par un sentiment de nécessité sur un temps donné. Bien que trouvant sa justification dans un événement ponctuel, ces signaux ne sont pas anodins. Il faut suivre ces démarches d'engagement et accompagner les citoyens pour mieux appréhender ce regain de citoyenneté au-delà de la crise.

Une prise de conscience a néanmoins émergé. Malgré une bonne volonté manifeste de la part des citoyens, celle-ci ne suffit pas. Afin de permettre aux initiatives de se concrétiser, il faut absolument une structuration et une coordination. Mis à part sur certaines initiatives très précises, l'illisibilité des dispositifs et des moyens d'agir conduit à un essoufflement général de la mobilisation. *« Les initiatives ont besoin d'être accompagnées et les citoyens formés »* souligne Anna Meyroune. La ville de Joigny a décidé d'activer la réserve communale de sécurité civile qui permet d'accompagner l'implication des citoyens de manière structurée. Les acteurs politiques, les techniciens seront formés à la mise en place de cette réserve avant de mobiliser les habitants.

Raphaël Lo Duca, chargé de la participation de l'Agence Nationale de Coordination des Territoires (ANCT) insiste sur ce besoin de structurer. *« Les initiatives sont essentielles, mais la structuration par un portage politique fort est essentielle. Encore faut-il que le tissu associatif soit solide ».*

Anna Meyroune explique que le système freine les initiatives. Elle travaille sur un calendrier plus souple afin de favoriser l'implication citoyenne. *« Il faut pouvoir réagir vite à une initiative pour pouvoir répondre aux besoins et maintenir une dynamique. Malheureusement même si les partenaires et les services de l'état sont favorables, leurs protocoles ne permettent pas cette souplesse ».* D'après elle, il semble nécessaire à ce stade de redonner à la politique de la ville sa dimension « laboratoire » pour expérimenter et surtout être souple et réactif face aux besoins émergents

¹ Fab Lab de Joigny : Le maillet de Joigny, contact@lemailletdejoigny.fr

Simon Wherlé, chef de projet à Pays de Montbéliard Agglomération (25), suggère que la non clarté des espaces à investir est un des grands freins à la participation citoyenne : « *Il faut faire preuve d'activisme et de clarifier notre système démocratique en questionnant nos représentations* ».

Conclusion

Jean-Luc Michaud complète en expliquant que dans un contexte où le cadre est si strict, il faut savoir remettre un peu de souplesse. Les initiatives prises doivent passer par ce qu'on appelle la « désobéissance créative ». « *Si les citoyens attendent une autorisation pour s'engager et faire. On ne peut alors pas parler de participation et d'implication citoyenne.* » On ne peut pas attendre une autorisation qui ne viendra pas du haut. Il faut réactiver une dynamique entre acteurs en utilisant le lien de proximité afin de développer un terrain favorable pour structurer les initiatives et clarifier les situations. Il faut regarder les enseignements d'un passé proche. Il y a moins de 50 ans, par exemple, des enseignants investissaient les cours d'école pour en faire les premiers centres de loisirs durant l'été.

C'est sans doute dans cette mise en lien entre citoyens, techniciens et élus, cumulés à une touche de créativité et de prise de risque mesurée, que les espaces d'animation de la politique de la ville doivent trouver leur rôle aujourd'hui pour ainsi revaloriser la place du citoyen et son engagement sur le territoire. La situation sanitaire actuelle, bien que contraignante, nous donne l'opportunité de questionner nos pratiques et notre engagement. Elle prouve aussi, par les multiples exemples d'actions émergents cette année, que les citoyens montrent aujourd'hui une volonté de jouer leur rôle en s'impliquant dans la société.